

**CONTRIBUTION À
L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE
RÉGIONALE**

**Thèses et mémoires soutenus devant la
Faculté de Droit et des Sciences
Économiques d'Aix-Marseille**

Par R. AUBENAS

Tout autant que l'histoire politique ou juridique de la région - dont nous avons traité dans les deux précédents numéros de ces "Recherches régionales" - celle de l'ancienne économie a fourni la matière de thèses et mémoires dont nous groupons les résumés dans le présent article.

M. W. Caruchet a étudié Peints aspects des relations économiques entre le Comté de Nice et la France depuis la restauration sarde de 1814 jusqu'au retour à la France en 1860¹. La documentation est abondante st, pour être traitée complètement, la question nécessiterait des années de travail assidu. L'ambition de l'auteur n'allait pas jusque-là et M. Caruchet ne pouvait songer à nous décrire en une thèse de doctorat tous les aspects de l'activité économique du Comté au cours d'un demi-siècle. Mais il avait été attiré par les dossiers, d'ailleurs volumineux et plains, d'intérêt, que constitue la correspondance des consuls de France avec le ministre des Affaires Étrangères, dossiers conservés dans la série Z des Archives Départementales, et dont il e complété l'étude grâce aux états de navigation de la même époque, eux aussi classés dans cette série Z. C'est là la solide base de l'ouvrage, à lamelle la bibliographie locale n'a fourni que des appoints de détail. Il et été sans doute fastidieux de procéder année par année : aussi l'auteur a-t-il préféré choisir plusieurs tranches triennales caractéristiques 1842-1844, 1847-1849, 1851-1853, judicieusement choisies. Essor au cours de la première manche, chute au cours de la seconde. Quant aux années 1851-1853, elles nous donnent une idée du mouvement commercial à la veille de la suppression du privilège de franchise. À partir de 1854, application du régime douanier sarde, que l'auteur étudie jusqu'en 1858. L'utilisation de la correspondance consulaire donne une physionomie très vivante à ce travail, en deux volumes, dont le second est réservé aux pièces justificatives.

Bibliographie sommaire

Pas d'histoire économique générale satisfaisante du Comté, mais quelques articles sur des points de détail, d'Imbert, Combet, Latouche, Compan, etc., parus dans Nice Historique.

Les sources sont fournies par las Archives Départementales, série Z, avec répertoire numérique.

L'étude de l'ensemble de la vie économique de l'ancien Comté peut encore fournir la matière de nombreux travaux.

Le département des Alpes-Maritimes ne parait certes pas figurer parmi les grandes régions minières. Cependant il a connu jadis d'anciennes exploitations minières qui n'étaient pas sans intérêt ni originalité. C'est pourquoi J.P. Baréty a jugé utile de leur consacrer un mémoire² dont les éléments lui ont été fournis tant par les Archives Départementales ou notariales que par les Services des Mines, voire par des documents privés. Par sa nature même, le sujet choisi nécessitait en effet le recours à plusieurs disciplines, et l'auteur a eu le mérite d'utiliser des sources fort diverses, relevés géologiques, rapports d'ingénieurs, contrats de tous genres, procès-verbaux de visites, livres de comptes d'entreprises, etc.

¹ M. Caruchet, Relations économiques du Comté de Nice avec la France de 1814 à 1860 d'après la correspondance des Consuls de France, 1961, 1 vol. de 258 p. et 1 vol. de pièces justificatives, dactylo.

² J.P. Baréty, Anciennes exploitations minières dans le Comté de Nice, Mémoire pour le D.E.S. d'Histoire du Droit, 1961, 101 p. dactylo.

À l'aube du XIXe siècle déjà, Fodéré, dont l'activité est admirable, procède à une véritable enquête sur les ressources minérales de la région, "véritable musée d'échantillons minéralogiques", comme le dit Blanchard. Plomb, argent, cuivre, arsenic, un peu de fer... Gisements dont l'exploitation, d'ailleurs bien modeste, remontait parfois jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. M. Baréty s'est attaché aux principales de ces exploitations : celle de plomb argentifère de Vallauris près de Tende, poursuivie jusqu'au milieu du XIXe siècle, puis reprise plus tard, et celle de cuivre des environs de Puget-Théniers, sensiblement plus importante.

Une documentation intéressante quoique malheureusement incomplète a permis à l'auteur de décrire ces exploitations poursuivies dans de très difficiles conditions à une époque où les communications entre la Côte et ces régions aussi montagneuses qu'isolées étaient extrêmement précaires. Difficultés de main d'œuvre aussi, on le conçoit. Peu rentables, au demeurant, ces entreprises n'avaient que peu de chances de développement, soumises à de trop lourdes servitudes d'exploitation. C'est surtout la mine de cuivre des alentours de Puget-Théniers qui a retenu l'attention de l'auteur. Moins anciennement exploitée que celle de Tende, elle était plus importante au point d'avoir suscité quelques espoirs dès le milieu du XIXe siècle, lorsque trois ingénieurs anglais en obtinrent la concession en 1860 ..., à une époque, on le sait, de demande intense de matières premières et de renaissance de l'esprit d'entreprise. Ces mines connurent une certaine activité jusque vers 1886, époque où l'exploitation fut abandonnée, la baisse du cours du cuivre en raison de l'abondance des minerais américains rendant définitivement non rentable une petite exploitation dont les conditions particulières (irrégularité de la teneur, failles. nombreuses etc.) étaient déjà bien défavorables.

Bibliographie sommaire

Pas d'ouvrage général pour le département. Les sources proviennent soit des Archives Départementales, soit de celles du service des Mines, tant à Nice qu'à Marseille. Les Archives Communales paraissent ne rien offrir d'intéressant sur le sujet. En revanche, les archives privées sont à recueillir : pour une période relativement récente, il semble qu'on puisse espérer en retrouver encore.

Beaucoup se souviennent encore, et sans doute avec quelque attendrissement, du sympathique petit chemin de fer, dit "de Provence", qui unissait Nice à Meyrargues, au nord d'Aix, passant par Grasse, Draguignan et Barjols, à grande renfort d'ouvrages d'art, parfois audacieux, et qu'affectionnaient en un temps où faute était rare et l'amour de la vitesse une exception, les voyageurs qui n'étaient pas particulièrement pressés. L'histoire de cette ligne était à faire : M. R. Molina lui a consacré ses efforts, en une imposante et solide thèse de doctorat, soutenue en 1953³, peu de temps après la mort de cette ligne.

Après avoir rappelé, grâce aux rapports des autorités de l'époque, les raisons, économiques aussi bien que militaires, qui étaient à l'origine de l'établissement de la ligne, ainsi que les étapes de sa construction, de 1889 à 1892, l'auteur étudie l'exploitation elle-même, le régime juridique de la Compagnie, les résultats financiers, puis la situation de la ligne en face de la concurrence automobile autour de 1930, jusqu'à la résiliation du contrat de concession en 1933. Vient alors l'exploitation par le concédant - l'État quelque peu modernisée par la mise en service d'autorails; suivent quelques pages, pleines d'intérêt sur le rôle joué par la ligne pendant la guerre 1939 - 1945; et c'est enfin l'agonie, à la suite des graves destructions d'ouvrages d'art, surtout des deux grands viaducs du Loup et de la Siagne, aboutissant à un désastreux tronçonnement de la ligne, à la suite, aussi, de difficultés

³R. Molina, Les chemins de fer de Provence, réseau d'intérêt général, 1953, 298 p. ronéo, avec nombreux graphiques, tableaux et cartes.

financières, les perspectives économiques d'avenir étant, par ailleurs, peu encourageantes, et, enfin, pour aboutir au décret de déclassement du 17 mai 1951. S'appuyant sur une documentation incontestable, puisée aux sources officielles, M. Molina a pu écrire un ouvrage en somme définitif, enrichi de nombreux graphiques et cartes, qui font revivre avec une exemplaire précision tous les aspects économiques, juridiques, sociaux de la vie de cette ligne pendant les soixante années d'une existence poursuivie péniblement au cours d'une période "charnière" si riche en bouleversements imprévisibles.

Bibliographie sommaire

L'essentiel est fourni par les archives déposées aux sièges des services des Ponts et Chaussées (rapports d'ingénieurs et d'experts, statistiques, correspondance, procès-verbaux des séances du Conseil du Réseau et de celles du Comité d'Entreprise) et par les documents des séries S des Archives des Alpes-Maritimes, des Basses-Alpes et du Var.